

## **SOCIÉTÉ**

# **REGARD SUR CE QUI NOUS A UNIS ET CE QUI PEUT NOUS RÉCONCILIER**



**PAIX ET COHÉSION SOCIALE-p6**

**LEADERSHIP FÉMININ ET RÉOLUTION DE CRISE-p8**

**GERVAIS LAKOSSO CHANTE LA PAIX À BANGUI-p13**

**Editorial**

Les organisations de la société civile centrafricaine (OSCCA) sont restées pendant de nombreuses années sans voix. Dans le contexte actuel de crise profonde qui secoue la RCA depuis décembre 2012, les OSCCA, interpellées par les souffrances des populations et l'incapacité de l'Etat à y remédier, se sont réunies au courant du mois février 2014, au siège de l'Observatoire centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH) sis avenue Ben-Zvi à Bangui.

Elles ont convenu de lancer avec les moyens de bord un bulletin d'information du public national et des partenaires extérieurs sur les défis sécuritaires, socio-économiques, culturels et politiques auxquels le pays est confronté.

Certes, à titre individuel, sur les médias nationaux et internationaux, les leaders de la société civile centrafricaine ont élevé leurs voix contre les multiples facettes de la crise centrafricaine dont les principales sont les atteintes aux droits humains, les traitements dégradants auxquels sont soumises les populations urbaines et rurales, les spoliations de toute nature, la rupture de la cohésion sociale alimentée par des attaques ciblées contre des personnes et leurs biens, sur la base de considérations ethniques, confessionnelles, régionales avec en toile de fond des positionnements politiques. Les OSCCA veulent résolument se positionner sur la scène nationale et internationale comme le porte-voix des plus pauvres et des communautés à la base, lorsque des décisions qui affectent leur vie sont prises, en contribuant à la reconstruction de la cohésion sociale pour la paix et une véritable réconciliation entre les centrafricains dans toute leur diversité ethniques, culturelles, confessionnelles et régionales.

Cet engagement citoyen vise aussi et surtout à encourager les pouvoirs publics et les acteurs politiques vers une gouvernance politique et économique plus transparente et plus inclusive, ancrée dans une démocratie pluraliste où les acteurs tourneront définitivement la page sombre de l'histoire tumultueuse de la RCA où pendant de nombreuses décennies les violences politiques armées ont prévalu comme un raccourci pour accéder aux pouvoirs de l'Etat.

La société civile centrafricaine peut et veut contribuer à la reconstruction des liens sociaux sérieusement affectés par les crises récurrentes qu'a connues la RCA, grâce à sa connaissance du contexte local et à sa légitimité sociale.

Elle le fera à travers une communication plus active et soutenue, pour la diffusion d'idées, de stratégies et de solutions innovantes. Elle le fera en apportant sa contribution à la résolution des problèmes locaux d'ordre politique, économique et sociétal en fournissant à la population et à la communauté internationale des informations fiables sur la situation du pays, en complément et en renforçant les informations produites et diffusées par les médias nationaux et internationaux, les ONGs nationales et internationales et les Agences du Système des Nations Unies.

En jouant un rôle de garde-fou par rapport aux conséquences politiques, économiques et socioculturelles des changements actuels, la diversité de la société civile centrafricaine et sa façon d'aborder différentes questions font d'elle, un acteur clé de consolidation de la paix et un canal de communication et d'informations pour le développement.

La visibilité de la société civile constitue un élément déterminant pour mener à bien sa mission et permet de renforcer sa crédibilité.

Cette initiative a été rendue possible grâce aux appuis techniques et financiers et aux encouragements de l'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) et CCFD-Terre Solidaire sur la base de leurs expériences d'appui à la société civile sous d'autres cieux.

C'est pourquoi, toutes les OSCCA parties prenantes à la parution de bulletin, expriment leur reconnaissance à ACORD et CCFD-Terre Solidaire.

La coordination de l'édition et de la diffusion du bulletin sera assurée par une équipe composée de représentants engagés des OSCCA. Cette équipe sera appuyée techniquement par l'OCDH et ACORD qui facilitera la diffusion électronique du bulletin.

Pour terminer, nous avons baptisé ce bulletin « SANGO » pour deux raisons. La première parce que le SANGO est la langue nationale et seconde langue officielle en RCA. La deuxième raison est que le mot « SANGO » en modifiant l'intonation signifie « nouvelles ou informations ». Dans les deux sens, SANGO résume notre mission d'informer.

**La Rédaction**

# Regard sur ce qui nous a unis et ce qui peut nous réconcilier



L'histoire d'un pays se construit au quotidien et les affres de la crise actuelle doit nous amener à porter un regard dépassionné sur notre les grandes lignes de notre histoire afin d'envisager la reconstruction d'un futur enrichi par notre diversité.

Du nord au sud comme de l'Est à l'Ouest, nous sommes tous les descendants de ces peuples qui ont fui les razzias successifs pré-oubanguiens. Les affrontements entre communautés en ce temps, souvent alimentés par des esclavagistes ont été résolus de manière pacifique par des pactes entre des groupes ethniques qui se sont combattus. Cette tradition de pacte entre communautés est toujours d'actualité entre des groupes ethniques des régions du nord et du centre-Est de la République Centrafricaine.


Au plan politique, le père fondateur de la RCA, feu Abbé Barthélemy Boganda avait une vision plus élargie de ce territoire qui devait aller au-delà des territoires des pays membres de l'Afrique Equatoriale française (AEF) et intégrer les pays de la région des grands lacs.

Cette vision n'a pu se concrétiser mais la RCA dans ses limites actuelle sa toujours été une terre d'accueil et de tolérance.

Les conflits armés dans la quasi-totalité des pays limitrophes et mêmes lointains ont poussé vers notre territoire des communautés arrivées du Soudan, du Tchad, du Congo, du Nigéria (guerre du Biafra), du Zaïre actuel RDC du Rwanda, du Burundi etc. Dans les années 1990, les rues de Bangui étaient envahies d'enfants et de femmes originaires d'Ethiopie.

Les mariages exogamiques entre membres des différentes communautés d'origine et d'immigration ont constitué la richesse et la diversité du peuple centrafricain, notamment les mariages entre les fils et filles des communautés musulmanes et ceux d'autres communautés.

Au plan économique, les interdépendances entre les communautés d'agriculteurs et les communautés peuhles et musulmanes étaient fortes et apaisées. La résolution et la prévention des conflits entre les éleveurs (majoritairement peuhls et musulmans) et les agriculteurs ont été adressées au plan national à travers la création des communes d'élevage dont les maires étaient de grands éleveurs (Hardos et Lamidos). Cette innovation au niveau des collectivités territoriales a été renforcée par des structures d'encadrement et de développement de l'élevage fortement appuyés pendant trois décennies des années 70 aux années 90. Les institutions phares sont la Fédération



---

Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) et l'Agence Nationale pour le Développement de l'Élevage (ANDE).

Dans le secteur des transports, notamment du transport de marchandises puis des personnes, les compagnies structurées étaient tenues par les musulmans. Le transport de marchandises de Bangui vers les provinces et inversement ou de la RCA vers le Cameroun, le Tchad et le Soudan était possible grâce aux transporteurs musulmans d'origine tchadienne, Camerounaise et Soudanaise dans une certaine mesure.

Dans le secteur minier, les communautés musulmanes constituent le moteur de la production, de la commercialisation et de l'exportation du diamant et de l'or. En RCA, le secteur minier est le cordon par lequel ces communautés tiennent le Politique. La rancœur des opérateurs miniers contre l'ancien Président renversé en mars 2013 a été pour beaucoup dans l'appui que les diamantaires ont apporté à la coalition séléka.

A partir des années 80, avec la liquidation des grandes compagnies commerciales telles que NAUD et Cie, MOURA et GOUVEIA etc et l'arrivée progressive des syriens et libanais dans la sphère économique du pays, les communautés musulmanes ont diversifié leur assise économique dans divers secteurs formels ou informels allant de la petite restauration, à la quincaillerie et vente de matériaux de construction, le recyclage des métaux et fer (Forgerons), la poterie, la vente en gros ou en détails des produits alimentaires (arachides, sésame, haricot, maïs, mil sorgho), la commercialisation des produits de première nécessité (sucre, sel, savon, huile etc), la vente d'effets vestimentaires (pagnes, chaussures etc).

Pour les populations rurales de RCA, il y'a une forte interdépendance entre les agriculteurs et les communautés musulmanes et peuhls. Les premiers produisent et offrent des produits agricoles notamment vivriers aux commerçants et éleveurs musulmans et peuhls qui disposent généralement de liquidité. De même, dans les provinces, la vitalité des marchés forains ou marchés ruraux tournants s'explique par cette interdépendance mais aussi par la facilitation des transports par les camionneurs musulmans.

La rupture de cette cohésion avec les départs massifs, aura des conséquences certaines sur l'économie centrafricaine. Au plan macroéconomique l'Etat en ressentira les effets sur le rétrécissement de l'assiette fiscale. Sur le plan microéconomique, au niveau des ménages et des consommateurs individuels, l'envolée des prix des produits se fait sentir et la perte de revenu affectera les producteurs ruraux et péri urbains sevrés de cette demande solvable qui a traversé les frontières.

**L'Agence Nationale des Elections**(ANE) a bénéficié d'un appui financier de la France, porté par l'Ambassadeur de France à Bangui.

L'Union Européenne et le PNUD ont fait part de leur disponibilité à fournir les appuis techniques et financiers nécessaire à la pleine opérationnalisation de l'ANE dans la perspective des élections prévue en 2015.

**Les partis politiques de l'opposition démocratique** regroupés au sein de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Transition (AFDT) ont organisé une conférence de Presse à Bangui dans la journée du Lundi 28 avril, pour dénoncer la montée de la violence dans le pays et lancer un appel aux autorités de la transition et à la communauté internationale afin que les auteurs de tous bords soient poursuivis et traduits en justice.

**La Rédaction**



# Paix et Cohésion Sociale



## Regard du mois sur les événements à Bangui et dans les provinces

### Activité de cohésion sociale

**L'ONG nationale Vitalité Plus** a organisé courant avril à la Mairie du 3ème arrondissement un atelier d'information et de sensibilisation des communautés musulmanes et des ex-combattants de l'ancienne coalition Séléka, sur la cohésion sociale sur le thème « Comment Dialoguer en situation de conflit ».

L'atelier a réuni une trentaine de participants et des leaders des communautés musulmanes. Notons que les 3ème et le 5ème arrondissements sont les deux enclaves où vivent les communautés musulmanes et dans lesquelles des affrontements sporadiques et des cas de tuerie sont observés quotidiennement.

**L'ONG nationale Caritas Centrafrique** a lancé ses activités d'appui d'urgence dans le cadre du programme E.A, en faveur des populations affectées par la crise en RCA. La cérémonie de lancement a été organisée dans la salle Saint Louis à la Cathédrale Notre Dame de l'Immaculée Conception de Bangui et présidée par l'Archevêque de Bangui Mgr Dieudonné NZAPALINGA.

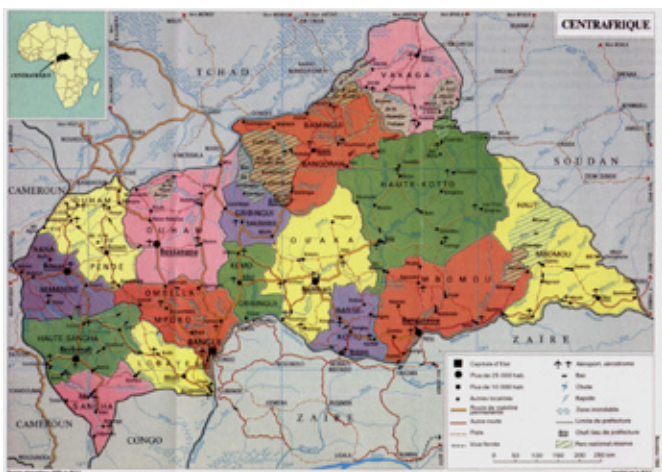
**L'ONG internationale Search For Common Ground (SFCG)** a organisé à Bossangoa la formation des journalistes des radios communautaires sur la communication sensible aux conflits. SFCG a également fait le lancement officiel au Stade 20000 place, de la campagne « Affiche ta Paix ». La campagne consiste à afficher partout et pendant un mois les cinq (05) meilleurs affiches produites par de jeunes artistes centrafricains et véhiculant des messages illustrés de paix, de cohésion sociale, d'arrêt des violences et du désir de vivre ensemble dans un pays uni. La campagne est financée par Unicef sous le patronage du Ministère de la Communication et de la réconciliation nationale.



**Les acteurs de la société civile de Bangassou dans le Mbomou (Région Est) et de Bozoum dans l'Ouham-Pendé (région nord-ouest)** sont engagés dans la médiation intercommunautaire pour la cohésion sociale. Leurs interventions s'inspirent des initiatives de la plateforme des leaders religieux, ouvertes localement aux leaders communautaires. Ces initiatives ont contribué à limiter les méfaits de la crise à Bangassou et réduire les violences à Bozoum. Les chefs de file de ces initiatives sont respectivement l'Abbé Alain BISSIALO de Bangassou et le père Aurelio GAZZIERA de Bozoum.

**L'ONG internationale Finn Church Aid** a facilité une mission de haut niveau des leaders religieux des Etats Unis en RCA. L'objectif de la mission de haut niveau est de mieux comprendre les racines de la crise centrafricaine et rencontrer les principaux acteurs et les leaders des confessions religieuses pour envisager des voies de sortie. Un code de bonne conduite a été soumis à la signature des parties prenantes au cours d'une cérémonie organisée à l'Ambassade des Etats-Unis à Bangui.

## Sécurité : Avril 2014, le mois de tous les risques !



**Bangui** : Affrontement entre les éléments Sangaris et les éléments armés dans le 5ème arrondissement. Les éléments Sangaris en opération en direction d'un immeuble supposé receler des armes ont été pris pour cible et ont essuyé des jets de grenades. L'incident s'est produit dans la nuit du jeudi au vendredi 25 avril. Aucun bilan officiel n'a été rendu public.

Le 29 avril suite à l'assassinat d'une fille dans le 5ème arrondissement de Bangui, un jeune musulman a été enlevé et décapité par la milice anti-balaka. Cet incident a déclenché des affrontements entre les groupes armés dans le 3ème et le 5ème arrondissement.

**Sibut** : Le convoi transportant les membres des communautés musulmanes en cours de relocalisation dans la Ouaka et dans l'ouham à Kabo a essuyé des tirs d'hommes armés supposés appartenir à la milice anti balaka. Les tirs ont fait deux victimes parmi les civils du convoi sous escorte de la Misca.

**Bang** : localité situé dans l'Ouham-Pendé aux confins du Cameroun a été le théâtre d'une attaque de groupe armé visant les éléments Camerounais de la Misca. Il y'aurait deux blessés dont l'un a succombé et deux éléments enlevés par les assaillants.

**Bémal** : Cette localité de l'Ouham-Pendé proche de la frontière du Tchad a été attaquée par des éléments armés. La quasi-totalité des cases et maisons d'habitation ont été incendiées. On dénombre 14 morts. Dix autres villages environnants ont été entièrement incendiés et les blessés sont pris en charge par MSF à l'hôpital de Paoua.

**Sagani** : Dans cette localité de la Nana-Mambéré proche de la frontière camerounaise, des peuhls ont attaqué et incendié le village en représailles d'une fillette peuhle prise en otage et finalement assassiné du fait que les parents n'étaient pas en mesure de fournir les 30 bœufs exigés par les ravisseurs.

**Boguila**. Le chef-lieu de la sous-préfecture de Nanga-Boguila, dans l'Ouham a été pour une 2ème fois la cible d'une attaque de groupe armé supposé appartenir à l'ex-coalition séleka. Dans l'enceinte de l'hôpital tenu par MSF, 16 notables ont été froidement abattus ainsi que 3 travailleurs humanitaires. De nos correspondants à Bangui et dans les provinces.

# Leadership féminin et résolution de crise



Les femmes leaders de la préfecture de l'Ouham, représentatives de toutes les sous-préfectures se mobilisent pour contribuer à soulager les souffrances des communautés dans ladite préfecture, qui est la plus dévastée par les attaques récurrentes des groupes armés.

La Préfecture de l'Ouham l'une des régions les plus peuplées de Centrafrique selon le dernier recensement général de la population et de l'Habitat de 2003.

Elle comptait avant la crise près de 400 000 habitants dont 52% de femmes sur 4,5 millions d'habitants que compte la RCA, soit une densité de 7,3 habitants/km<sup>2</sup>.

L'Ouham est la région emblématique des violences qui continuent de secouer la RCA depuis 2012. La crise est entrée dans une phase plus meurtrière à partir du 5 décembre 2013 avec l'attaque de la capitale par la milice anti balaka et les représailles alternatives et successives de la séléka. Dans toutes les sept (7) Sous-Préfectures (Bossangoa, Nana-Bakassa, Boguila, Markounda, Bouca, Bangafo et Kabo) fortement affectées par les tueries, les viols, les pillages, les destructions, le vol des actifs productifs et les profanations des lieux de culte religieux tant chrétiens que musulmans.

Les conséquences de ces affrontements inter communautaires sont :

- Des villages et quartiers incendiés ;

- Des populations en fuite dans la brousse ou regroupées sur des sites de personnes déplacées (Evêché, Eglises, Mosquées, Ecoles) ;
- Des communautés musulmanes et peuples exilées dans les pays voisins principalement au Tchad ;
- Des règlements de compte inter communautaires ;
- La fracture de la cohésion sociale, la méfiance et la peur de vivre ensemble ;
- L'appareil de l'Etat inexistant.

Devant l'aggravation de la situation sécuritaire et la dégradation de la situation humanitaire, les Femmes leaders, de la préfecture de l'Ouham issues des 7 sous - préfectures, suite à l'appel lancé par les Femmes de Centrafrique pour l'arrêt des violences et pour la paix, organisé le 6 mars 2014 au jardin du cinquantenaire avec l'appui du PNUD dans le cadre des activités de cohésion sociale et suite au message qui leur a été adressé au mois de mars par Madame Emilie Beatrice EPAYE, Représentante de ladite Préfecture au Conseil National de Transition ; ont organisé une série de concertations afin de décider des actions à mener pour contribuer à soulager les souffrances des populations de l'Ouham, notamment les femmes et les en-





fants. De manière consensuelle, ils ont convenu d'organiser une mission dans les 7 sous-préfectures de l'Ouham.

L'objectif de la mission est de redonner confiance aux communautés à travers les messages de paix et encourager les initiatives locales pour la cessation des violences et la reprise des activités agricoles, pastorales, la réouverture des administrations et la reprise des activités scolaires.

Il s'agira spécifiquement de :

- Faire une évaluation socio-économique dans les 7 Sous-Préfectures,
- Informer et sensibiliser les leaders communautaires, les chefs de groupe et de quartiers, les leaders religieux locaux sur la Paix et la cohésion sociale et l'urgence de la cessation des violences inter communautaires ;
- Valider les huit (8) idées de projets d'urgence en faveur des populations affectées dans les domaines de :
  - 1) Santé maternelle et infantile,
  - 2) Appui à la reprise des classes,
  - 3) Réhabilitation des forages pour l'accès à l'eau potable
  - 4) Cultures maraichères, Cultures vivrières, petit élevage,
  - 5) Activités génératrices de revenu,
  - 6) Plateformes multifonctionnelles ;
  - 7) Appui à la constitution des comités de dialogue inter communautaire et de la réconciliation (CODIRE) ;
  - 8) Appui à l'identification et à l'accompagnement au retour des éléments anti balaka vers leurs localités de résidence dans l'Ouham.

**Avec les contributions de Madame Emilie Béatrice EPAYE.**

# Gervais LAKOSSO

## chante la Paix à Bangui



Très engagé dans la société civile et Conseiller national de transition, Gervais LAKOSSO reste attaché à la promotion de la culture centrafricaine.

Artiste musicien, aux talents insoupçonnables, il met sa guitare et sa voix au service de la Paix. En ce mois d'Avril, il a organisé un concert dans la capitale avec comme leitmotiv « Le Pardon, La Paix, l'acceptation de l'autre et la Réconciliation ».

**La rédaction**